

Et combien parmi ceux-ci sont allés au front? Aucun d'eux, ou quelques-uns à peine. De sorte que le recrutement volontaire dont le coût aurait été le quart ou le cinquième de celui du mode adopté aurait produit de bons résultats. Non, honorables messieurs, dans ce cas, comme dans toute sa brillante carrière, l'illustre défunt a fait ce qu'il croyait juste, d'après son jugement et sa conscience. Et ce sera là le jugement de l'histoire.

Je désire maintenant dire quelques mots sur la question du tarif. J'avais l'intention de dire plus, mais, pour plusieurs raisons, j'ai décidé de ne pas faire un long discours. Je veux expliquer pourquoi j'approuve les remarques faites par l'honorable leader de cette Chambre (l'honorable sir James Loughheed), lorsqu'il a dit, dans son remarquable discours, qu'il est absolument nécessaire à la prospérité du pays de maintenir les industries. Je pense que les remarques de l'honorable leader de la Chambre s'appliquent à ce que nous appelons les produits manufacturés. J'ai toujours cru, et je suis encore de l'opinion que tous nos produits manufacturés ne peuvent faire concurrence à ceux des Etats-Unis sans un certain degré de protection. J'étais de cette opinion, il y a cinquante ans passés. En 1870, 71, 72 et 73, dans un journal appelé "L'Opinion publique" que je publiais dans ce temps, j'ai commencé à exprimer ces vues, déclarant que, si nous voulions arrêter l'émigration annuelle de milliers de nos gens vers les Etats-Unis, nous devions leur donner ce qu'ils y allaient chercher; nous devions établir des industries manufacturières. J'admets, honorables messieurs, que depuis ce temps, nos industries ont grandi, et que nos manufacturiers sont plus aptes à faire concurrence aux Américains. Il se trouve sans doute un grand nombre de produits qui peuvent subir la concurrence; mais nous devons déterminer quels sont ces produits. Ce n'est que par l'étude que nous aurons ce renseignement; de sorte que je ne voudrais pas exprimer une opinion définie sur cette question avant de l'avoir étudiée.

Lorsque le tarif de 1878 a été adopté, j'ai félicité le gouvernement, malgré que je fus un de ses adversaires. Et, honorables messieurs, je n'hésite pas à dire que, nous Canadiens, nous devons en grande partie à ce tarif la prospérité industrielle de notre pays; qu'il a permis à nos manufacturiers de fournir des millions d'obus et autres munitions pour la guerre, et de payer des gages élevés à nos ouvriers, outre le fait d'apporter à notre gouvernement dans les 40 dernières années plusieurs millions de dollars, qui

ont pu être dépensés pour le progrès et la prospérité des provinces de l'Ouest.

Maintenant, nous devons admettre que l'idée d'établir le commerce libre vient du Nord-Ouest. Le fait est qu'un grand nombre de nos troubles nous viennent du Nord-Ouest.

L'honorable M. CASGRAIN: Ecoutez, écoutez; le chemin de fer de la Baie d'Hudson.

L'honorable M. DAVID: Il y a dans l'Ouest des hommes de grande valeur, doués d'une volonté énergique, et quelques-uns d'entre eux veulent tout avoir pour leur province — tout et quelque chose de plus. Ils veulent des taux de transport réduits sur les chemins de fer, et des prix plus élevés pour leur blé, et ils sont en faveur de la nationalisation des chemins de fer, malgré qu'il ne soit pas certain qu'une telle politique puisse leur donner ce qu'ils demandent, et malgré qu'elle ne soit pas dans l'intérêt général du Canada. Ils ne semblent pas comprendre que le commerce libre gênerait les intérêts industriels des vieilles provinces, qui n'ont jamais hésité à dépenser bien des millions pour amener le progrès et la prospérité dans le Nord-Ouest. Les provinces du Nord-Ouest sont les filles des vieilles provinces, et elles ne peuvent se plaindre que leur enfance ait été négligée, ni que les provinces-mères n'aient pas fait tout ce qu'elles devaient faire pour elles. De sorte que je crois que les filles ne devraient rien faire qui puisse arrêter la prospérité des provinces-mères.

Mais, honorables messieurs, je suis sûr qu'il y a assez d'hommes raisonnables dans cette Chambre et dans tout le pays pour comprendre que le Canada ne peut prospérer et atteindre ses hautes destinées, à moins que les diverses provinces qui le composent ne considèrent et ne fassent ce qui est nécessaire à leur bien-être général et à leurs intérêts mutuels. Une politique d'égoïsme serait une politique de destruction. Vous verrez que sous ce rapport, la province de Québec prendra une attitude sage et patriotique. S'il y a certaines industries pour lesquelles les droits de douanes doivent être réduits — et je crois qu'il s'en trouve — il y en a d'autres qui demandent plus de protection, afin de leur permettre d'augmenter leur production et de transformer quelques-uns de nos produits bruts qui sont actuellement transformés aux Etats-Unis, au détriment de notre pays, et dans l'intérêt des manufacturiers et ouvriers Américains.

Ce qui est arrivé aux Etats-Unis peut probablement arriver au Canada. Vous connaissez l'histoire des Etats-Unis, et vous